

Rennes, le 18 avril 2014

Unanimité de la profession pour ne pas confier le sanitaire porcin aux GDS

La FRSEA, les Jeunes Agriculteurs de Bretagne, l'UGPVB, la Chambre Régionale d'Agriculture de Bretagne, réunis au CRP Bretagne, dénoncent la décision du Gouvernement qui, par un arrêté signé le 31 mars 2014, veut imposer comme organisme officiel et reconnu les GDS pour coordonner l'action sanitaire et ceci pour toutes les productions animales. Les organisations professionnelles ne comprennent pas cette décision précipitée, les textes en vigueur étaient adaptés pour assurer la gouvernance sanitaire jusqu'à fin 2014.

Pour le CRP Bretagne, il ne s'agit que d'une décision politique visant à satisfaire des enjeux de pouvoir dans les sphères parisiennes et ayant vocation à renforcer la collecte de cotisations et de fonds publics de la part des GDS.

Pour le CRP Bretagne, c'est à l'OVS Porc Bretagne que revient la coordination de l'action sanitaire dans la filière porcine bretonne. Cette organisation a fait ses preuves depuis de nombreuses années avec des actions portées par des acteurs en prise directe avec les réalités du terrain.

Le CRP Bretagne met en garde tous les éleveurs de porcs par rapport à toute tentative d'appel à cotisation qui leur serait adressé par les GDS. Il leur demande de ne pas se laisser impressionner par des courriers faisant référence à des textes réglementaires ou législatifs qui n'ont, comme seule ambition, le renforcement financier d'une structure lourde.

Nous poursuivons notre action sur le sanitaire porcin. Il est encore temps pour l'administration de revenir à la raison et au pragmatisme.

N'hésitez pas à remonter auprès de vos organisations toute sollicitation que vous auriez.